L’affaire délicate du ministre des finances

Par JFB le mar 06/11/2007 - 12:45

Une vague d’indignations s’est faite sentir en Hongrie quand il s’est avéré que le ministre des finances, János Veres, avait été entre 1991 et 1993 l’un des deux gérants d’une société à responsabilité limitée nommée Bogát-Ferr, aujourd’hui accusée de fraude fiscale. Le parti d’opposition Fidesz (Alliance des Jeunes Démocrates) exige la démission du ministre.

Selon la justice, la firme métallurgique Bogát-Ferr avait demandé la restitution de près de 55 millions de HUF de T.V.A entre 1991 et 1995 sur la base de factures fictives.

Dans un entretien accordé par János Veres à l’hebdomadaire HVG, celui-ci a expliqué que c’était l’autre patron, Károly Kabai, qui gérait la facturation et le commerce des produits, tandis que lui-même s’occupait des affaires de crédit et que par conséquent il n’était pas au courant de la fraude fiscale en question.

La fraude a été découverte par le bureau des contributions en 1994, mais le nom de Veres n’avait pas même été mentionné au cours de l’enquête. Ce sont les autres directeurs qui ont été condamnés à deux ans de prison avec sursis. En septembre dernier, Károly Kabai a été condamné à trois ans et demi de prison pour des cas de fraudes fiscales commises entre 1997 et 1999 et s’élevant à plus de cent millions de HUF, dans une autre entreprise sous sa direction.

István Balsai, député de l’opposition, a sommé le Premier ministre Ferenc Gyurcsány au nom du Fidesz de renvoyer János Veres, et a ajouté que son parti ne pouvait prendre au sérieux le projet de loi de Gyurcsány visant la transparence de la vie publique si les mesures adéquates concernant cette affaire n’étaient pas mises en application par le gouvernement.

Cependant, le chef du gouvernement n’a nullement l’intention de renvoyer Veres. Il a souligné qu’à l’époque, l’enquête menée par les autorités n’avait pas confirmé qu’il était impliqué dans l’affaire. Gyurcsány a, par ailleurs, souligné que le ministre des finances était le huitième homme de son gouvernement dont l’opposition exigeait la démission, et ce seulement en l’espace d’un an.

Plus tard, Balsai a expliqué que, selon la loi sur les sociétés, Veres a bel et bien commis une fraude fiscale car le texte implique que tous les gérants aient la même responsabilité en ce qui concerne le fonctionnement légal de leur entreprise, et ce quoique soit leur nombre.

En réagissant aux propos de Balsai, la porte-parole du gouvernement, Bernadett Budai, a insisté sur le fait que le Premier ministre avait formé son cabinet en fonction de l’aptitude professionnelle de ses collaborateurs, et qu’il restait convaincu que János Veres était à la hauteur de sa tâche.

Tímea Ocskai

-

Catégorie
Agenda Culturel